

À faire passer partout, à retranscrire et à relire, à afficher partout, dans les écoles et dans les facultés, dans les bureaux, dans les usines, dans les magasins, chez les médecins, dans les palais de justice, dans les prisons, dans les commissariats, dans les casernes, dans les hôpitaux et les hospices, dans toutes les salles d'attente, le long de toutes les files d'attente, chez nous dans l'entrée au salon et ailleurs, à placarder dans les rues et les avenues, sur les portes cochères des banquiers et des grands bourgeois, sur les murs de toutes les salles de rédaction vendues aux milliardaires...

<http://www.youtube.com/watch?v=2UyaNPzu4W4>

Merci François !

Étienne.

Le texte (à placarder partout) est là :

<https://francoisruffin.fr/cice-cyrano/>

« Madame la ministre, monsieur le ministre, monsieur le rapporteur général, en quelle langue faut-il donc vous le dire ?

En anglais : what a waste ! En italien : che spreco ! Je veux bien, même, essayer en chinois : touome lang fei !

En français, tout de même : quelle gabegie ! Quel gâchis colossal !

J'ai découvert le scandale, un matin, en écoutant la radio – je roulais dans mon Berlingo : « D'après un rapport de France Stratégie, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi aurait permis de créer ou de sauvegarder 100 000 emplois. » C'est le genre de calcul que j'aime bien faire dans ma tête ; ça fait passer le temps au volant. Allons-y ensemble : le CICE coûte aux alentours de 20 milliards d'euros par an ; si l'on divise cette somme par 100 000 emplois, on obtient 200 000.

J'ai dit à mon collaborateur, Vincent, qui était à côté de moi : « Tu te rends compte : 200 000 euros par emploi et par an ! C'est pas possible, j'ai dû m'emmêler dans les zéros... » Sur le siège passager, Vincent a vérifié sur son téléphone portable : « C'est bien ça : 200 000 euros par an pour un emploi. »

Cela paraissait tellement incroyable, tellement délirant, tellement surréaliste ! Si j'étais informaticien, je fabriquerai un « convertisseur de CICE ». Vous saisissez le nom d'un métier, « infirmier » par exemple. C'est la débâcle dans les hôpitaux, on le sait tous : les patients attendent des nuits entières aux urgences ; les établissements parisiens épuisent leurs salariés ; dans d'autres, le personnel apporte son propre papier toilette. Bref, l'hôpital est au bord de la crise de nerfs. Donc, embaucher des infirmiers, qui est contre ? Eh bien, **ces 20 milliards de CICE, ça fait 625 000 infirmiers !**

Mais vous avez raison : il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Avec mon convertisseur, chacun pourrait se faire son propre mix, ses embauches idéales : des accompagnants pour les enfants handicapés, des animateurs pour le périscolaire, des auxiliaires pour les personnes âgées, des inspecteurs du travail... et tout ça, par centaines de milliers. Est-ce que vous saisissez, maintenant, l'énormité de ces 20 milliards ?

Et à qui profite ce CICE ? Pour moitié aux multinationales. Le premier bénéficiaire dans le privé, c'est Carrefour, Carrefour qui licencie 4 500 caissières et autres employés, Carrefour qui reçoit, néanmoins, 130 millions d'euros au titre du CICE, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

Emploi, emploi... Ça ne vous choque pas ? Dans tout le pays, il n'y a qu'ici que ça ne choque pas ! Tous les experts vous le disent : le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi est une gabegie. Le comité de suivi de France Stratégie le dit. La fédération « Travail, emploi et politiques publiques » du CNRS le dit. Le laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques le dit. **Toutes ces études aboutissent à la même conclusion : un effet quasi-nul.**

Malgré ces rapports, ces études, ces évaluations, que décidez-vous ? Que décidez-vous après la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, après la flat tax, après la suppression de l'exit tax, après la baisse de l'impôt sur les sociétés ? Vous décidez de poursuivre le CICE,

de le pérenniser en allègements de charges et même, pour cette année, de le doubler, en le faisant passer à 40 milliards d'euros. Quarante milliards, c'est, pour 2018, douze fois le budget de l'agriculture, quatorze fois celui de la culture, quatre fois celui de l'écologie !

Mais vous êtes sourds.

Vous êtes sourds aux faits ; vous êtes sourds aux Français ; vous êtes aveuglés par votre dogme. Ces chercheurs, de France Stratégie ou du CNRS, devraient abandonner leur langue convenue et convenable. Ils devraient vous l'écrire en très grand, en lettres clignotantes, tout en klaxonnant : **gas-pillage ! Gaspillage ! Gaspillage !**

Ou alors, comme Cyrano de Bergerac, ils devraient vous le déclamer.

Généreux : « *Moi, si j'avais un tel magot dans ma besace, /Il faudrait sur le champ que je le partageasse !* »

Curieux : « *Dites-moi, de quoi sert ce fabuleux pécule ? /Aimez-vous à ce point les très grandes fortunes / Que paternellement vous vous préoccupez / De leur tendre ce chèque de 40 000 patates ?* »

Dramatique : « *Ô rage ! Ô désespoir ! C'est le peuple que l'on saigne ! /Mais pour les millionnaires, quelle formidable aubaine !* »

Agressif : « *Le voilà donc, monsieur, votre « pognon de dingue » /Pour que l'oligarchie fasse follement la bringue !* »

Quarante milliards, donc ! Quarante milliards ! Et en même temps, vous osez. En même temps, vous osez geler les pensions de retraite. En même temps, vous osez geler les allocations familiales.

En même temps, vous osez geler les pensions d'invalidité.

Vous vous rattrapez sur les familles pauvres, sur les personnes âgées, sur les personnes handicapées. Sur elles, vous allez gratter 7 milliards. À elles, vous criez la nécessité de l'effort budgétaire. Vous osez. Bravo ! Chapeau !

Victor Hugo écrivait : « C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches. »

[Aujourd'hui,] vous êtes les maîtres d'œuvre de cette injustice ! Vous êtes le bras armé de cette iniquité ! »

François Ruffin.



Sa chaîne Youtube : https://www.youtube.com/channel/UCIQGSp79vVch0vO3Efqif_w

Fil facebook correspondant à ce billet :